

Le climat n'attendra pas

Vincent Georis

Le réchauffement menace notre alimentation.

Avant même la publication du dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur le climat (Giec), le président du Brésil Jair Bolsonaro et celui des Etats-Unis, Donald Trump, l'ont balayé du revers de la main. Le Brésil, abritant le "poumon du monde", et les Etats-Unis, son plus gros enfumeur, se sont retirés depuis des mois de la lutte contre le réchauffement climatique. Comment 170 scientifiques, climatologues, physiciens et biologistes, osent-ils, dans ce rapport de 1.200 pages publié ce jeudi, contredire ces deux brillants cerveaux?

Trêve de plaisanterie. Il est question ici de la **sécurité alimentaire des 8 milliards d'êtres humains**. De vous, de nous. De l'agriculture. De la vie.

Selon ce rapport, un quart des terres émergées ont été dégradées par l'agriculture intensive et la déforestation. À ce rythme, la planète sera épuisée à la fin du siècle.

“ L'idée n'est pas de tétaniser les gens avec un discours catastrophiste, mais changer de direction. ”

Pour sortir de l'impasse, il n'existe aucune solution unique. Aucun miracle. Restaurer la forêt, la reboiser, permettra de lutter contre le réchauffement, en augmentant la surface d'absorption de CO2. Mais un reboisement excessif, tout comme un recours exagéré aux bioénergies, entraînera une perte de surface agricole.

Le Giec ouvre la voie vers un bouquet de solutions. Elles concernent tout le monde, le citoyen, l'investisseur, l'agriculteur, le chef d'État. Elles généreront de l'emploi, pour autant qu'elles soient équilibrées et réalistes.

L'idée n'est pas de tétaniser les gens par un discours catastrophiste, mais de changer de direction pour offrir au monde un avenir. Qu'elle soit de droite ou de gauche, seule une classe politique responsable et capable de **se fixer des objectifs contraignants** y parviendra, comme ce fut le cas du protocole de Kyoto en 2001, seul accord ratifié à ce jour ayant fixé une réduction obligatoire du CO2.

Depuis lors, les dirigeants, qu'il s'agisse de l'Union européenne ou de la Belgique, n'ont conclu que des accords non-contraignants. Pratique, mais **cosmétique et inutile** pour arrêter le réchauffement.